

# SITUATION SOCIALE

---

## Dialogue social : négociations immédiates et débats d'avenir

40 milliards sur trois ans pour baisser le coût du travail, 50 milliards d'économies sur les dépenses publiques sur la même période (21 milliards en principe en 2015 dans le budget et le PLFSS) : ces deux montants expriment les axes forts de la politique économique et sociale de l'exécutif, résumée par les termes de « pacte de responsabilité et de solidarité ».

Le chef de l'État se montre maintenant très prudent sur les effets espérés de son choix initié avec le rapport Gallois à l'automne 2012 et qui ne fait pas l'unanimité au sein de la majorité. « Si les résultats tardent, ils viendront », a-t-il déclaré, se fixant la fin du quinquennat comme échéance. La situation actuelle des entreprises établie par l'Insee et les perspectives de croissance pour les mois à venir montrent en effet que le redressement économique – donc le recul du chômage – prendra du temps. Le pacte de responsabilité ne suffira d'ailleurs pas seul à relancer une dynamique de croissance forte et pérenne.

En prenant le risque de bousculer tous ses partenaires par l'affirmation que « notre modèle économique, social et fiscal est à bout de souffle », le Medef a rendu public un « document d'échange et de débat » dont l'objectif est de montrer qu'« un million d'emplois supplémentaires en 5 ans, c'est possible » (voir plus loin l'analyse du texte).

Les propositions qui sont avancées ne s'inscrivent évidemment pas dans le statu quo d'un modèle que l'on a trop tendance à parer de toutes les qualités. Il ne s'agit pas, pour autant, de « provocation » ou de « surenchère ». La démarche est de même nature que celle de tous les partis et syndicats portant la voix de leurs adhérents et exprimant publiquement leur vision de ce qu'ils estiment nécessaire pour le bien commun. Cette expression constitue même un pilier de la vie démocratique.

Alors qu'un chômage de masse menace la cohésion de notre société et le lien social, qui peut contester aujourd'hui la nécessité d'une réflexion ouverte à tous sur des questions, certes complexes et sensibles, mais qui ne sauraient être

érigées en tabous ? Plusieurs négociations et concertations sont actuellement en cours ou vont débiter. Elles ont leur logique et leur calendrier qui ne fait nullement obstacle à l'intérêt, voire la nécessité, de « disputer », au sens originel du mot.